

autant que ce chômeur ait au moins 50 ans et qu'il se rende à l'étranger dans le but de mettre bénévolement son expérience professionnelle au service d'un pays étranger, à conditions que :

1° l'activité soit effectuée :

— soit dans le cadre d'une convention bilatérale acceptée par le Ministre;

— soit dans le cadre d'un projet en matière de coopération au développement agréé par une organisation non gouvernementale de coopération au développement;

2° le chômeur introduise préalablement une demande de dispense auprès du bureau régional au moyen du document visé au § 5.

L'octroi de la dispense n'empêche pas que les articles mentionnés dans le premier alinéa puissent être appliqués, pour autant que cette application se fonde sur des faits qui se sont produits avant la date à laquelle la dispense prend cours.

§ 2. La dispense est octroyée pour la durée demandée par le chômeur, sans pouvoir dépasser 12 mois. Si le chômeur souhaite obtenir une prolongation de la dispense, il doit introduire une nouvelle demande auprès du bureau régional moyennant le document visé au § 5, avant l'échéance de la période de dispense octroyée.

§ 3. Au cours de la période pour laquelle la dispense a été accordée, le chômeur peut séjourner à l'étranger tout en conservant ses allocations de chômage, à condition :

1° qu'il reste domicilié en Belgique;

2° qu'il exerce réellement l'activité visée au § 1er. Le chômeur ainsi que l'organisme ou l'organisation, qui a signé le document, dont question au § 5, doivent immédiatement avertir l'inspecteur par lettre recommandée si l'activité n'est plus exercée;

3° qu'il n'exerce aucune activité que celle, visée au § 1er, pour laquelle il pourrait avoir droit à une quelconque rémunération ou à un quelconque avantage matériel.

Lorsque le chômeur a effectué une autre activité ou a perçu une rémunération il doit, à la fin de chaque mois pour lequel il a obtenu une dispense communiquer par écrit à l'organisme de paiement les jours de ce mois pour lesquels il ne demande pas d'allocations de chômage.

§ 4. L'indemnité couvrant les frais, octroyée au chômeur dans le cadre de l'activité visée au § 1er, n'est pas considérée comme une rémunération au sens des articles 126 et 128. Pour autant que l'indemnité ne dépasse pas l'indemnité usuelle de couverture des frais en faveur des agents de l'Etat qui se déplacent sur le territoire du Royaume, elle est supposée être une indemnité réelle de couverture des frais.

§ 5. Le Comité de gestion définit, sous réserve de l'approbation du Ministre, le document tenant lieu de demande ainsi que le contenu et le modèle de celui-ci.

Art. 2. Le présent arrêté produit ses effets le 1er octobre 1991.

Art. 3. Notre Ministre de l'Emploi et du Travail est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 14 octobre 1991.

BAUDOIN

Par le Roi :

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

L. VAN DEN BRANDE

indien deze werkloze minstens 50 jaar is en zich naar het buitenland begeeft met het doel zijn beroepservaring gratis en vrijwillig ten dienste te stellen van een vreemd land, op voorwaarde dat :

1° de activiteit verricht wordt :

— ofwel in het kader van een door de Minister aanvaarde bilaterale overeenkomst;

— ofwel in het kader van een project inzake ontwikkelingssamenwerking, erkend door een niet-gouvernementele organisatie voor ontwikkelingssamenwerking;

2° de werkloze op voorhand een aanvraag tot vrijstelling indient bij het gewestelijk bureau met het document bedoeld in § 5.

De toekenning van de vrijstelling belet niet dat de in het eerste lid vermelde artikelen kunnen toegepast worden indien deze toepassing steunt op feiten die zich voordeden vóór de aanvangsdatum van de vrijstelling.

§ 2. De vrijstelling wordt toegekend voor de door de werkloze gevraagde duur, met een maximum van 12 maanden. Indien de werkloze verlenging van de vrijstelling wenst te bekomen dient hij, vóór het verstrijken van de toegekende vrijstellingsperiode, een nieuwe aanvraag in te dienen bij het gewestelijk bureau met het document bedoeld in § 5.

§ 3. Tijdens de periode waarvoor de vrijstelling werd verleend mag de werkloze met behoud van zijn werkloosheidsuitkeringen in het buitenland verblijven, op voorwaarde dat hij :

1° zijn woonplaats behoudt in België;

2° de activiteit bedoeld in § 1 werkelijk verricht. De werkloze, alsook de instelling of organisatie die het document waarvan sprake in § 5 ondertekende, moet de inspecteur onmiddellijk verwittigen bij aangetekend schrijven indien de activiteit niet meer wordt verricht;

3° geen andere activiteit verricht dan deze bedoeld in § 1 waarvoor hij recht zou kunnen hebben op enig loon of materieel voordeel.

Indien de werkloze een andere activiteit verrichte of een loon ontving, moet hij na het einde van elke maand waarvoor hij vrijstelling bekwaam zijn uitbetalingsinstelling schriftelijk meedelen voor welke dagen van die maand hij geen werkloosheidsuitkeringen aanvraagt.

§ 4. De onkostenvergoeding die aan de werkloze wordt toegekend in het kader van de in § 1 bedoelde activiteit wordt niet als loon beschouwd in de zin van de artikelen 126 en 128. Voor zover de vergoeding de gebruikelijke onkostenvergoeding voor de Rijksambtenaren die zich binnen de grenzen van het Rijk verplaatsen niet overschrijdt, word ze geacht een werkelijke onkostenvergoeding te zijn.

§ 5. Het beheerscomité bepaalt, onder goedkeuring van de Minister, het document dat als aanvraag geldt, alsook de inhoud en het model van dit document.

Art. 2. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 1991.

Art. 3. Onze Minister van Tewerkstelling en Arbeid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 14 oktober 1991.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

L. VAN DEN BRANDE

F. 91 — 3015

10 OCTOBRE 1991. — Arrêté ministériel déterminant la procédure à suivre par l'employeur pour l'obtention de la dispense à l'obligation de remplacement visée à l'arrêté royal du 16 novembre 1990 relatif à l'octroi des allocations de chômage en cas de pré pension conventionnelle

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,

Vu l'arrêté royal du 16 novembre 1990 relatif à l'octroi d'allocations de chômage en cas de pré pension conventionnelle, notamment l'article 4, § 2, alinéa 2;

6

N. 91 — 3015

10 OKTOBER 1991. — Ministerieel besluit tot vaststelling van de door de werkgever te volgen procedure tot het bekomen van de vrijstelling van de vervangingsplicht zoals voorzien in het koninklijk besluit van 16 november 1990 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,

Gelet op het koninklijk besluit van 16 november 1990 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen, inzonderheid op artikel 4, § 2, tweede lid;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Office national de l'Emploi en date du 19 juillet 1991;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'à partir du 1^{er} janvier 1991 les employeurs sont obligés de remplacer les prépensionnés, ces employeurs doivent être mis d'urgence au courant de la procédure à suivre pour être dispensés de cette obligation de remplacement,

Arrête :

Article 1^{er}. L'employeur qui souhaite obtenir la dispense de l'obligation de remplacement en exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2 de l'arrêté royal du 16 novembre 1990 relatif à l'octroi des allocations de chômage en cas de prépension conventionnelle doit, endéans la période qui débute au plus tôt le premier jour du sixième mois précédant la période visée à l'article 4, § 5, alinéa 3 de l'arrêté royal précité et qui se termine dans les huit jours calendrier qui suivent la fin effective du délai de préavis lorsque le congé a été notifié moyennant un délai de préavis ou huit jours calendrier qui suivent le dernier jour couvert par l'indemnité de rupture lorsque le congé a été notifié avec paiement d'une indemnité de rupture, introduire par lettre recommandée une demande de dispense auprès de l'inspecteur régional du chômage dans le ressort duquel est établie l'entreprise.

Art. 2. § 1^{er}. Pour être recevable, cette demande doit contenir les renseignements suivants :

1. le nom ou le nom commercial de l'entreprise, l'adresse de l'entreprise et le numéro d'immatriculation à l'O.N.S.S.;
2. le nom, le prénom, le numéro du registre national et la résidence du travailleur qui est mis en prépension;
3. la fonction de ce travailleur.

Si le travailleur qui est mis en prépension n'est pas remplacé dans la même fonction, l'employeur est tenu, dans la demande visée à l'article 1^{er}, de définir la fonction qui s'est libérée dans l'entreprise suite au licenciement du prépensionné.

§ 2. Pour être recevable, cette demande doit être accompagnée d'une attestation émanant du service subrégional de l'emploi compétent pour le lieu d'occupation du remplaçant souhaité, dont il ressort que dans la catégorie de chômeurs complets indemnisés ou de personnes y assimilées aucun remplaçant n'est disponible pour la fonction du travailleur prépensionné ou pour la fonction qui s'est libérée dans l'entreprise suite à ce licenciement.

La date à laquelle cette attestation est délivrée ne peut se situer que dans les deux mois qui précèdent la période visée à l'article 1^{er}.

Art. 3. Dans le mois qui suit la réception de la lettre recommandée visée à l'article 2, § 1^{er}, l'inspecteur régional du chômage communiqué, par lettre recommandée, sa décision à l'employeur demandeur de la dispense.

En l'absence de décision endéans le délai prévu à l'alinéa précédent, la dispense est considérée comme étant accordée.

Lors de l'examen de la demande, l'inspecteur tient notamment compte, de la fonction souhaitée du remplaçant, de la situation sur le marché du travail dans son ressort administratif et dans les ressorts limitrophes.

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté une lettre recommandée est sensée être reçue le troisième jour ouvrable après son dépôt à la poste.

Art. 5. Le présent arrêté produit ses effets le 1^{er} janvier 1991.

Bruxelles, le 10 octobre 1991.

L. VAN DEN BRANDE

Gelet op het advies van het Beheerscomité van de Rijksdienst voor arbeidsvoorziening d.d. 19 juli 1991;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de werkgevers sedert 1 januari 1991 verplicht zijn over te gaan tot de vervanging van de bruggepensioneerden, dienen zij onverwijld in kennis te worden gesteld van de procedure die moet gevolgd worden om vrijgesteld te worden van deze vervangingsplicht,

Besluit :

Artikel 1. De werkgever die vrijstelling wenst te bekomen van de vervangingsverplichting in uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid van het koninklijk besluit van 16 november 1990 betreffende de toekenning van werkloosheidsuitkeringen in geval van conventioneel brugpensioen moet in de periode die uiterlijk aanvangt de eerste dag van de zesde maand voorafgaand aan de periode bedoeld in artikel 4, § 5, derde lid van het bovenvermeld koninklijk besluit en die eindigt acht kalenderdagen na de werkelijke einddatum van de opzeggingstermijn voor zover het ontslag door middel van een opzeggingstermijn werd betekend, of acht kalenderdagen na de laatste dag gedekt door de verbrekingsvergoeding indien het ontslag door middel van een opzeggingsvergoeding werd betekend, bij aangetekend schrijven een aanvraag tot vrijstelling richten aan de gewestelijke werkloosheidsinspecteur van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening in wiens ambtsgebied de onderneming gelegen is.

Art. 2. § 1. Om ontvankelijk te zijn dient deze aanvraag de volgende gegevens te omvatten :

1. de naam of handelsnaam van de werkgever, het adres van de onderneming en het inschrijvingsnummer R.S.Z.;
2. de naam, voornaam, rijksregisternummer en verblijfsplaats van de werknemer die in brugpensioen gesteld wordt;
3. de functie van deze werknemer.

Indien de werknemer die op brugpensioen wordt gesteld niet in dezelfde functie wordt vervangen, moet de werkgever bij de aanvraag bedoeld in artikel 1 de functie omschrijven die tengevolge van het ontslag van de bruggepensioneerde is vrijgekomen in de onderneming.

§ 2. Om ontvankelijk te zijn, dient deze aanvraag vergezeld te zijn van een attest uitgaande van de dienst voor arbeidsbemiddeling; bevoegd voor de plaats van tewerkstelling van de gewesten; vervanger, waaruit blijkt dat er in de categorie van uitkeringsgerechtigde werklozen of ermee gelijkgestelde personen geen enkele vervanger voorhanden is voor de functie van de bruggepensioneerde of voor de door dit ontslag in de onderneming vrijgekomen functie.

De datum waarop dit attest werd afgeleverd mag zich niet verder in het verleden situeren dan twee maanden voorafgaand aan de periode bedoeld in artikel 1.

Art. 3. Binnen de maand na ontvangst van het aangetekend schrijven bedoeld in artikel 2, § 1, deelt de gewestelijke werkloosheidsinspecteur bij aangetekend schrijven zijn beslissing mede aan de werkgever die om vrijstelling verzocht.

Bij gebrek aan beslissing binnen de in het eerste lid voorziene termijn, wordt de vrijstelling geacht toegekend te zijn.

Bij de beoordeling van de aanvraag houdt de inspecteur inzonderheid rekening met de gewenste functie van de vervanger, de toestand op de arbeidsmarkt in zijn ambtsgebied en de aangrenzende ambtsgebieden.

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit wordt een aangetekende brief geacht ontvangen te zijn de derde werkdag na de afgifte ter post.

Art. 5. Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 januari 1991.

Brussel, 10 oktober 1991.

L. VAN DEN BRANDE